

Nouvelles d'Août 2019

Numéro 117

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson pour le GTDH

Commentaires.

Après les rapports alarmants de dévastation de l'ouragan Dorian aux Bahamas, j'ai envoyé un courriel à Patrice Williams, le directeur des Archives nationales, et lui ai demandé : "Est-ce que vous et vos collègues allez bien après l'ouragan Dorian? Avez-vous eu des dommages aux archives ?" Elle a répondu que les collègues et les archives sont en sécurité, car ils étaient hors de la trajectoire directe de la tempête. "Whaoo", pensai-je. Mais nous savons qu'une Archives nationales ne détient pas tous les records importants : records d'affaires, archives d'institutions confessionnelles, archives scolaires, archives de toutes sortes d'institutions non gouvernementales, records des notaires locaux et des transactions foncières, documents personnels dans les maisons et les boîtes bancaires — elles sont toutes vulnérables et les dommages ne peuvent pas être déterminés par un courriel rapide

Il n'est pas clair quel effet le réchauffement climatique a eu sur la violence de l'ouragan de catégorie 5 Dorian, mais il est incontestable que le changement climatique est réel, sans discontinuité. Le rapport de 2018 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat montre que les océans sont plus chauds que prévus (voir *Nouvelles HRWG*, Octobre 2018 et Janvier 2019); pour une analyse récente du réchauffement climatique, voir <https://www.washingtonpost.com/graphics/2019/national/climate-environment/climate-change-world/>.

Avec des océans plus chauds, le changement climatique entraîne la fonte des calottes glaciaires et des glaciers, ce qui entraîne l'élévation du niveau de la mer. Comme l'explique le *National Geographic*, "le dernier rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat indique que nous pouvons nous attendre à ce que les océans s'élèvent de 10 à 30 pouces (26 à 77 centimètres) d'ici 2100, avec des températures qui se réchauffent de 1,5 °C. . . . Une autre analyse fondée sur des données de la NASA et de l'Europe a faussé vers l'extrémité supérieure de cette plage, prévoyant une hausse de 26 pouces (65 centimètres) d'ici la fin de ce siècle si la trajectoire actuelle se poursuit". Cela se traduira par des inondations permanentes dans des milliers de zones peuplées, non seulement sur les côtes, mais aussi le long des rivières qui mènent à la mer. <https://www.nationalgeographic.com/environment/global-warming/sea-level-rise/>

Nous savons qu'à la suite de catastrophes, les gens ont besoin de records. Le projet syrien appelé "The Day After" a copié les records judiciaires et fonciers à Alep, en Syrie, et a pris des copies hors du pays pour les sauver d'une catastrophe d'origine humaine. Mais les gens ont aussi besoin de records de mariages, d'éducation, d'emploi, d'affiliations, de santé. Et les communautés ont besoin des documents du patrimoine pour s'enraciner dans leur culture.

Les archivistes ont beaucoup réfléchi sur la gestion des catastrophes, comme les inondations et les ouragans qui entraînent (généralement) des déplacements temporaires. Et les archivistes ont aussi réfléchi à la préparation aux catastrophes. Mais le changement climatique inexorable exige une stratégie plus longue. Les archives de toutes sortes devront évaluer le risque, décider comment atténuer ce risque et prendre des mesures, ce qui peut prendre des années. Les archives bougent-elles ? Restent-elles en place et envoie-t-on des copies de sécurité à un autre endroit, que ce soit à la campagne ou à l'extérieur du pays ? A-t-on besoin de plans d'évacuation? Les changements de construction, comme une digue, suffiront-ils ?

Pour commencer, les archivistes doivent comprendre l'étendue des changements à venir. Une façon de faire est de les cartographier. La première étape consisterait à cartographier l'emplacement des archives dans le pays ou la province, y compris dans les bureaux gouvernementaux, les grandes entreprises, les organisations confessionnelles, les écoles, et ainsi de suite. Aucun projet de cartographie ne les trouvera tous, mais il devrait être en mesure de localiser les principaux. La prochaine couche qui cartographiera avec les meilleures projections l'élévation du niveau de la mer, comme dans la prochaine publication du GIEC *Rapport spécial sur l'océan et la cryosphère dans un climat changeant* (<https://www.ipcc.ch/>).

Avec cette information en main, un conseil de participants peut évaluer la nature du risque et décider des actions à prendre pour éviter une perte massive d'archives.

Alors que le climat mondial continue de changer rapidement, nous pouvons être certains que toutes les archives ne seront pas aussi chanceuses que les Archives nationales des Bahamas l'ont été cette fois. Nous, archivistes, devons-nous préparer à préserver les archives de nos civilisations.

Nouvelles Internationales.

Organisation internationale pour les migrations (OIM). Jusqu'au 14 août, “au moins 514 personnes [migrants] ont perdu la vie dans les Amériques en 2019, contre 384 enregistrées à ce stade en 2018, soit une augmentation d'un peu plus d'un tiers” et le “point le plus précoce des six dernières années que le projet Migrants disparus de l'IOM a atteint le seuil de 500 morts [migrants] ou plus dans les Amériques.” Dans le monde, 1 675 décès de migrants ont été enregistrés, mais “en raison des difficultés de collecte d'informations sur ces personnes et du contexte de leur mort, le nombre réel de vies perdues pendant la migration est probablement beaucoup plus élevé”. <https://www.iom.int/news/americas-migratory-routes-reach-grim-milestone-over-500-deaths-so-far-2019-3>

Nations Unies. Le Sous-Secrétaire général pour les Affaires politiques et de la consolidation de la paix a dit au Conseil de Sécurité que parce que “le manque continu d'accès aux lieux de détention en Syrie, les Nations Unies n'ont toujours pas de statistiques officielles sur ceux détenus enlevés ou disparus” mais les rapports de différentes organisations suggèrent que “plus de 100 000 personnes ont été jusqu'ici détenues, enlevées ou portées disparues par faits du gouvernement ou d'autres parties du conflit. Notant que les familles ont besoin d'information sur le sort des disparus, elle a déclaré que les records des hôpitaux ou des fosses communes ne sont pas publiques et des familles ont été forcées de payer de larges sommes dans l'espoir d'obtenir des informations, souvent en vain.” <https://www.un.org/press/en/2019/sc13913.doc.htm>

“Le 27 août 2019, 103 organisations internationales, régionales et locales ont appelé le Haut-Commissaire des droits de l'homme aux Nations Unies, Madame Michelle Bachelet, à communiquer la base de données relative aux activités liées aux implantations israéliennes dans les territoires palestiniens”, a rapporté *Al-Haq*. En mars 2016, le Conseil des droits de l'homme a résolu que le Bureau du Haut-Commissaire devrait produire une telle base de données. Pour plus d'information, voir *Nouvelles HRWG*, novembre 2017. <https://www.alhaq.org/advocacy/14950.html>

Le Rapport annuel sur les catastrophes en Asie-Pacifique de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique a déclaré : “En 2018, près de la moitié des 281 catastrophes naturelles dans le monde se sont produites dans la région, dont huit des dix plus meurtrières. En moyenne, 142 millions de personnes dans la région ont été touchées chaque année depuis 1970, bien au-dessus de la moyenne mondiale de 38 millions. Les données des gouvernements de la région qui sont utilisées pour l'analyse sont détaillées dans un ensemble d'annexes utiles”. <https://www.unescap.org/publications/asia-pacific-disaster-report-2019>

Les organisations humanitaires obtiennent et utilisent régulièrement des données de micro-niveau sur des sujets aussi sensibles que la biométrie, la violence sexiste et les maladies infectieuses. Le Centre de données humanitaires du Bureau de la coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies a publié une note d'orientation sur le “Contrôle statistique de la divulgation”, une technique permettant de mesurer et de réduire le risque de ré-identification des individus dans les micro-données qui est utilisée dans l'action humanitaire. La note introduit la technique du contrôle de la divulgation et comprend de brèves études de cas sur l'évaluation du risque de divulgation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés et de l'organisation non gouvernementale REACH. https://centre.humdata.org/wp-content/uploads/2019/07/guidance_note_sdc.pdf

The death of UN Secretary-General Dag Hammarskjöld in a 1961 plane crash continues to make news. The New York Times reported that a researcher requested access to parts of a dossier titled “Correspondence regarding Dag Hammarskjöld and Ndola 1992-1995” in Sweden’s diplomatic records. Sweden’s national archives refused the request “on grounds that they are classified under national security laws.” In a letter to Sweden’s Foreign Ministry and to a leading Swedish newspaper, the descendants of some of the 16 people killed in the crash wrote, “How can Sweden expect other countries to declassify relevant documents if Sweden is not doing the same?” <http://www.hnn.us/article/172733>

La mort du Secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld dans un accident d'avion en 1961 continue de faire l'actualité. Le *New York Times* a rapporté qu'un chercheur a demandé l'accès à des parties d'un dossier intitulé "Correspondance concernant Dag Hammarskjöld et Ndola 1992-1995" dans les dossiers diplomatiques de la Suède. Les archives nationales suédoises ont refusé la demande "au motif qu'elles sont classées en vertu des lois sur la sécurité nationale". Dans une lettre adressée au ministère suédois des Affaires étrangères et à un journal suédois de premier plan, les descendants de quelques-unes des 16 personnes tuées dans l'accident ont écrit : "Comment la Suède peut-elle s'attendre à ce que d'autres pays déclassifient les documents pertinents si la Suède ne fait pas la même chose ?" <http://www.hnn.us/article/172733>

Nouvelles générales/du monde.

Affaires. En 2014, 7 hommes du Guatemala ont déposé une plainte au Canada contre la compagnie minière *Tahoe Resources* pour compensation pour les blessures dont ils ont souffert lors des tirs pendant une manifestation pacifiste en dehors de la mine d'argent de la compagnie Escobal en avril 2013, a rapporté *Business and Human Rights*. Les hommes allèguent que le manager en charge de la sécurité de la compagnie a personnellement ordonné les tirs et a demandé au personnel de sécurité de falsifier les témoignages des tirs et de détruire toutes les preuves. Tahoe a été acquis par Pan American Silver en février 2019, qui a "trouvé un accord avec les plaignants et s'est publiquement excusé auprès des victimes et auprès de la communauté." https://www.business-humanrights.org/en/tahoe-resources-lawsuit-re-guatemala?utm_source=Business+%26+Human+Rights+Resource+Centre+Updates&utm_campaign=a977cad441-EMAIL_CAMPAIGN_2019_08_05_07_39&utm_medium=email&utm_term=0_c0049647eb-a977cad441-182072537&mc_cid=a977cad441&mc_eid=flf6556540

L'administration américaine en charge de la nourriture et des médicaments (FDA) a déclaré que la compagnie suisse Novartis a manipulé des données pour obtenir l'approbation de la mise sur marche d'un traitement thérapeutique des gènes Zolgensma. L'Agence a déclaré, "Assurer des données fiables, complètes et exactes dans les applications des produits est une composante critique de la responsabilité de l'industrie comme elle travaille à démontrer la sécurité, la pureté et la potentialité des produits biologiques. La soumission de telles données fiables, complètes et exactes est aussi critique pour la FDA pour être capable de protéger la santé publique, et la loi le requiert." <https://www.fda.gov/news-events/press-announcements/statement-data-accuracy-issues-recently-approved-gene-therapy>

En 2015, Richard Sackler a témoigné dans le cadre d'une poursuite initiée par l'état américain du Kentucky contre la compagnie de sa famille, qui fabrique l'antidouleur OxyContin et est accusé de promouvoir l'usage de la drogue et de favoriser la crise opioïde mortelle à qui est attribuée environ 200 000 morts. Le cas a été réglé pour 24 millions de dollars ultérieurement. Après une longue bataille juridique par les compagnies de médias, la Cour Suprême du Kentucky a autorisé la diffusion, premièrement, de la transcription de son témoignage, et ensuite de la vidéo, que *ProPublica* a publiée. <https://www.propublica.org/article/watch-richard-sackler-deny-his-family-s-role-in-the-opioid-crisis>

Un juge de l'État américain de l'Oklahoma "a trouvé que Johnson & Johnson et ses filiales ont contribué à alimenter la crise des opioïdes de l'État et a ordonné au géant des produits de consommation de payer 572 millions de dollars", a rapporté *l'Associated Press*. "Environ 1 500 poursuites similaires intentées par les gouvernements des États, des collectivités locales et tribales" sont en cours dans une affaire fédérale consolidée dans l'État américain de l'Ohio. https://www.statnews.com/2019/08/26/oklahoma-judge-finds-johnson-johnson-fueled-opioid-crisis/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=dc8a0e5d69-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-dc8a0e5d69-149736437

Archives médicales. "La chirurgie assistée par robot représente un gros marché", a déclaré *Undark*. Le robot capture également des données : "quantité massive détaillant chaque snip, pince, et point." En 2018, "plus d'un million d'interventions ont été réalisées dans le monde" à l'aide de l'un des robots chirurgicaux les plus populaires, ce qui a conduit à des questions sur qui "devrait être responsable de la régulation des données de chirurgie robotique" et des protocoles de confidentialité à utiliser. <https://undark.org/2019/08/15/surgical-robots-are-suring-in-popularity/>

Vie privée. En juillet, un “critique linguistique” de Google pour le service Google Assistant a divulgué plus de 1000 enregistrements audio au site d'information belge *VRT*, qui a pu identifier certaines des personnes qui s'exprimaient, notamment “la façon d'entendre les adresses des gens, la discussion sur les conditions générales et les records d'une femme en détresse”, a rapporté *TechCrunch*. En août, l'autorité de protection des données de Hambourg, en Allemagne, a ordonné à Google de “cesser les examens manuels des extraits audio générés par sa voix AI” et a déclaré qu'elle avait des “doutes importants” que Google Assistant “se conforme” à la loi de l'Union Européenne sur la protection des données. <https://techcrunch.com/2019/08/02/google-ordered-to-halt-human-review-of-voice-ai-recordings-over-privacy-risks/>; pour le rapport belge, voir: <https://www.theverge.com/2019/7/11/20690020/google-assistant-home-human-contractors-listening-recordings-vrt-nws> <https://www.cbc.ca/news/business/facebook-audio-privacy-1.5246470>

Motherboard a rapporté qu'il a obtenu “des documents, copies d'écrans, et des enregistrements audios” qui montrent des contractuels travaillant pour Microsoft écouter des conversations personnelles d'utilisateurs de Skype, écoutes conduites grâce à l'application du service de translation.” https://www.vice.com/en_us/article/xweqbq/microsoft-contractors-listen-to-skype-calls

Seconde Guerre mondiale. Ancestry, la compagnie de généalogie en ligne, a annoncé qu'en partenariat avec les Archives Aroslen (anciennement Service International de Recherche), elle a numérisé et posté en ligne “les listes de passagers des personnes déplacées d'Afrique, Asie et Europe entre 1946 et 1971” et “en Europe, l'enregistrement des étrangers et personnes allemandes persécutées entre 1939 et 1947.” <https://finance.yahoo.com/news/ancestry-digitizes-millions-holocaust-nazi-130000665.html>

La Pologne cherche à obtenir des réparations de l'Allemagne pour les destructions durant la Seconde Guerre Mondiale, a rapporté l'AFP. Depuis 2017, une commission parlementaire “travaille sur une nouvelle analyse de l'ampleur des pertes humaines et matérielles en temps de guerre en Pologne”, et le chef de la commission a déclaré que “les chiffres pourraient être encore plus élevés que ceux établis par la Pologne en 1947, qui sont équivalents à environ 850 milliards de dollars (750 milliards d'euros) aujourd'hui.” La position du gouvernement allemand est que la Pologne “a renoncé à ses demandes de réparations vis-à-vis de l'ancienne Allemagne de l'Est communiste — la République démocratique allemande — en 1953”, tandis que les conservateurs polonais soutiennent que dans l'accord de 1953, “Varsovie a agi sous la pression de la l'Union soviétique.” Les archives sont des sources cruciales pour la réclamation. <https://www.timesofisrael.com/feeling-its-wwii-wounds-poland-seeks-german-reparations-80-years-on/>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Guerre des Balkans. La Coalition pour RECOM est un réseau d'organisations de la société civile dans les pays post-yougoslaves qui plaide pour la création d'une Commission régionale officielle chargée d'établir les faits concernant les crimes de guerre et autres violations graves des droits de l'homme commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 2001. Selon RECOM, 10 167 personnes sont portées disparues en Bosnie, en Croatie et au Kosovo. RECOM a publié un communiqué indiquant qu'en 2019 “les restes mortels de seulement 85 personnes ont été identifiés” (60 de Bosnie, 25 de Croatie). “Il y a de sérieuses indications selon lesquelles certaines institutions de l'Etat, telles que le ministère de la Défense de la République de Serbie et les commandants en temps de guerre possèdent des informations sur l'emplacement d'un grand nombre de charniers, mais que ces informations sont maintenues secrètes” et dans les archives privées.” <http://www.hlc-rdc.org/?p=36874&lang=de>

L'Institut des personnes disparues de Bosnie-Herzégovine a publié une nouvelle base de données de l'ensemble des 27 085 rapports de personnes disparues qui ont été vérifiés, a indiqué *BIRN*. “Environ 25 500 dépouilles mortelles ont été déterrées”, 7 206 sont toujours portées disparues en Bosnie et 11 765 personnes sont toujours portées disparues en Bosnie, en Croatie, au Kosovo, au Monténégro et en Serbie. Un membre du conseil d'administration de l'Institut a déclaré que “le manque de volonté parmi les politiciens de haut niveau était le problème crucial dans la recherche des disparus” et que les recherches sont entravées par “le manque d'informations fiables sur l'emplacement des tombes”. https://balkaninsight.com/2019/08/29/bosnia-publishes-database-of-27000-wartime-missing-persons/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=ee380e9e86-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-ee380e9e86-319725265

Belgique/République Démocratique du Congo. Une cour belge enquête sur un orphelinat qui aurait enlevé et vendu des enfants de la République démocratique du Congo, a rapporté BBC News. On a dit aux familles belges que les enfants étaient des orphelins mais les tests d'ADN ont prouvé que dans certains cas ils ne l'étaient pas et au moins deux familles ont des photos des enfants disparus qui, leur a-t-on dit, étaient partis dans un "camp d'été" mais ne sont jamais revenus. <https://www.bbc.com/news/world-europe-48948774>

Colombie/Venezuela. Pour les deux prochaines années ou jusqu'à ce que "les circonstances empêchant les enregistrements des garçons et des filles comme Vénézuéliens cessent", la Colombie accordera la citoyenneté aux enfants de migrants vénézuéliens nés en Colombie depuis le 19 août 2015, a rapporté AP. Cependant, "les lois colombiennes interdisent toujours aux enfants nés dans le pays de parents étrangers entrés illégalement d'accéder à la citoyenneté en jouissant du droit d'aînesse. Les statistiques de l'agence colombienne pour les migrations montrent qu'environ 47 % des Vénézuéliens vivant dans le pays n'ont pas de statut légal. Pour plus d'informations, voir *Nouvelles HRWG*, Mai 2019. <https://apnews.com/441ff0264f46492fb416b19f0d4d6702>

Human Rights Watch (HRW) a publié un rapport sur les attaques contre les Colombiens et les migrants vénézuéliens dans la zone frontalière colombienne de Catatumbo. Les groupes armés opérant dans la région, "engagés dans une lutte brutale pour le territoire", ont "commis une série d'abus contre des civils, y compris des meurtres, des disparitions, des violences sexuelles, le recrutement d'enfants et des déplacements forcés". HRW a conclu que "le gouvernement n'exerce pas un contrôle efficace". Le rapport s'appuie sur plus de 80 entretiens, "rapports et statistiques officiels, publications d'organisations non gouvernementales et internationales et témoignages écrits donnés à des représentants du gouvernement par près de 500 victimes d'abus commis dans le cadre des conflits armés." <https://www.hrw.org/report/2019/08/08/war-catatumbo/abuses-armed-groups-against-civilians-including-venezuelan-exiles>

Guatemala/États-Unis. Le Groupe International de Crise (International Crisis Group) a indiqué que le ministre guatémaltèque de l'Intérieur avait signé un "accord de coopération en matière de sécurité avec [les] États-Unis sur le partage d'informations biométriques d'étrangers au Guatemala ou de leur passage". Cela semble être le même que l'accord de 2018 avec le Mexique; voir *Nouvelles HRWG*, avril 2018. <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/central-america/guatemala>

Indonésie/Timor-Leste/États-Unis. À l'occasion du vingtième anniversaire du référendum sur l'indépendance du Timor oriental, l'ONG Archives de sécurité nationale des États-Unis a publié une sélection de plus de 200 documents obtenus à partir de 1999 grâce à des "demandes de déclassification adressées au gouvernement des États-Unis". NSA a écrit que les États-Unis étaient au courant des plans de l'armée indonésienne de "tuer, chasser ou intimider dans le silence des militants indépendantistes", mais ont choisi de "préserver des liens étroits" avec l'armée indonésienne, craignant que "la violence au Timor oriental ne déstabilise l'Indonésie." <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/indonesia/2019-08-28/us-sought-preserve-close-ties-indonesian-military-it-terrorized-east-timor-runup-1999-independence>

Israël/Palestine. À la suite de la révélation que le ministère de la Défense fermait des documents d'archives israéliens relatifs aux événements de l'exode des Palestiniens de 1948 du nouvel État d'Israël (voir *Nouvelles HRWG*, Juillet 2019), l'historien israélien Ilan Pappé a écrit un article pour *l'Electronic Intifada* intitulé "La dernière tentative d'Israël pour effacer la Palestine" et il a poursuivi avec une interview avec *The Real News Network*. L'intervieweur a noté, "Yehiel Horev du ministère de la Défense a spécifiquement parlé de saper les historiens, principalement les historiens israéliens . . . pour les empêcher de rapporter ce qui s'est passé en 1948." <https://electronicintifada.net/content/israels-latest-attempt-erase-palestine/27941>; <https://therealnews.com/stories/how-israels-erasure-of-palestinian-history-perpetuates-occupation>

Guerre du Moyen-Orient. L'Office central allemand de lutte contre les crimes de guerre, en vertu du droit pénal international, recueille des preuves (pour de futures poursuites) sur l'assaut de l'État islamique d'août 2014 contre la population yézidie, au cours duquel près de 10 000 personnes ont été assassinées et environ 7 000 femmes et enfants Yazidis enlevés et vendus comme esclaves, a rapporté DW. "Plus de 100 femmes ont déjà témoigné pour l'Unité des crimes de guerre, et une centaine d'autres vont témoigner." Environ 85 000 Yazidis d'Irak et de Syrie ont trouvé refuge en Allemagne. <https://www.dw.com/en/germany-pursues-justice-for-survivors-of-yazidi-genocide/a-49871986>

Il y a dix-neuf ans, un médecin irakien est arrivé au Royaume-Uni “après avoir soigné des prisonniers qui étaient torturés par des membres du Al-Istikhbarat, l'aile militaire des agences de sécurité du parti Baas” et avoir également travaillé comme médecin en Libye sous le régime de Kadhafi, a rapporté le *Sun*. En 2007, il a demandé et s'est vu refuser l'asile; des documents judiciaires ont indiqué qu'il “n'a jamais cherché à quitter l'Al-Istikhbarat tout au long de son service militaire.” L'affaire a fait l'objet d'appels du gouvernement et du médecin, et un tribunal a maintenant statué qu'il pouvait faire appel de l'asile, affirmant qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves pour “étayer une conclusion d'une contribution significative à la torture ”. Il est autorisé à pratiquer la médecine au Royaume-Uni.
<https://www.thesun.co.uk/news/9745290/doctor-saddam-hussein-legal-battle-uk-asylum/>

Le Centre non gouvernemental pour la Justice et la Responsabilité en Syrie a déclaré qu'il avait des documents qui “décrivent comment les services de renseignement syriens, auteurs de certaines des pires violations des droits de l'homme tout au long du conflit, jouent un rôle central dans la direction et l'aide humanitaire en Syrie”. En conséquence, le gouvernement peut manipuler “le flux de l'aide humanitaire pour punir les populations ennemies perçues et bénéficier aux loyalistes du gouvernement”. Voir aussi le rapport de Human Rights Watch.

https://syriaaccountability.org/updates/2019/08/01/documents-obtained-by-sjac-show-role-of-syrian-intelligence-in-directing-humanitarian-aid/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=85f812d407-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-85f812d407-90540617;
https://syriaaccountability.org/updates/2019/08/08/inside-the-syrian-arab-red-crescent/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=d93750a2bf-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-d93750a2bf-90540617;
https://www.hrw.org/news/2019/08/07/documents-reveal-government-meddling-syria-aid-delivery?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=d93750a2bf-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-d93750a2bf-90540617

Enab Baladi a enquêté sur la détention d'étrangers en Syrie. Le Liban est particulièrement préoccupé, car “depuis son entrée au Liban en 1990, l'armée syrienne a arrêté des centaines de Libanais pour diverses charges politiques”. Les pays utilisent des intermédiaires pour faire pression sur le régime syrien pour obtenir des informations sur leurs ressortissants et les libérer. Le Parti des Forces libanaises a “remis une liste de détenus libanais dans les prisons du régime syrien à l'envoyé de l'ONU en Syrie”, tandis que la Jordanie a remis une liste de détenus jordaniens dans les prisons syriennes à l'ambassade de Syrie en Jordanie. L'Allemagne et les États-Unis semblent avoir eu recours aux autorités russes et tchèques pour négocier au sujet des détenus.

https://english.enabbaladi.net/archives/2019/08/foreigners-in-regimes-cells-a-pressure-card-or-document-of-condemnation/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=30fbb0abbf-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-30fbb0abbf-90540617

Amnesty International a publié un communiqué de presse : “En réponse à une communication officielle obtenue par Amnesty International selon laquelle les autorités libanaises ont expulsé de force près de 2 500 réfugiés syriens vers la Syrie au cours des trois derniers mois, Lynn Maalouf, directrice de la recherche au Moyen-Orient d'Amnesty International, a déclaré : ‘Nous exhortons les autorités libanaises à mettre fin de toute urgence à ces expulsions, et le Conseil supérieur de la défense d'annuler sa décision connexe.’” <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/08/lebanon-authorities-must-immediately-halt-deportation-of-syrian-refugees/>

Plusieurs organisations non gouvernementales ont marqué la Journée internationale des victimes de disparitions forcées (30 août) avec des commentaires sur les disparus dans les guerres du Moyen-Orient :

* Le Centre syrien de justice et de responsabilité (SJAC) a noté que le 8 août, le Conseil de Sécurité des Nations Unies avait tenu pour la première fois une réunion d'information sur les détenus et les personnes disparues en Syrie. Le SJAC a mis en garde : “La difficulté d'estimer le nombre de disparus est le résultat direct des efforts du gouvernement syrien pour dissimuler le problème. Le gouvernement utilise des centres de détention non enregistrés et refuse de rendre les registres des prisonniers accessibles au public ou à la communauté internationale. Le SJAC a exhorté l'Envoyé spécial des Nations Unies à fournir des mises à jour régulières sur son travail et celui de son Conseiller spécial sur les détenus afin de “permettre aux organisations de la société civile de s'engager plus efficacement dans le processus et de défendre les disparus.” https://syriaaccountability.org/updates/2019/08/29/breaking-the-cycle-of-enforced-disappearances/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=13dba06e8d-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-13dba06e8d-90540617

* Le Réseau syrien pour les droits de l'homme (SNHR) a publié son rapport annuel sur les “violations liées aux disparitions forcées par tous les acteurs et parties en Syrie.” Sur la base de ses “archives de détenus et de disparitions forcées, résultant de la surveillance quotidienne et de la documentation qu'il a menées en permanence depuis 2011”, il a déclaré qu’“au moins 98 000 personnes ont disparu de force en Syrie depuis mars 2011”. L'organisation met “constamment” à jour ses archives “et toutes les statistiques qui en découlent dans le suivi du statut des détenus, chaque détenu enregistré par son nom, le lieu et les conditions de détention, la partie responsable de l'arrestation et de la disparition forcée, les dernières observations et documents” et dispose d'une “base de données spéciale fournissant des informations sur le sexe, l'état matrimonial et familial des détenus, le groupe d'âge et le lieu de détention”. <http://sn4hr.org/blog/2019/08/31/54185/>

*SNHR a publié un rapport disant que 638 réfugiés “ont disparu de force après leur retour” en Syrie et “15 réfugiés de retour ont été tués à la suite de tortures”. “Il a fallu près de huit mois de travail pour compléter ce rapport et recueillir ses données afin de couvrir le plus grand échantillon possible, afin d'atteindre les zones et les quartiers les plus larges possibles où ces réfugiés sont retournés, puis surveiller les violations qu'ils ont subies”. Le rapport recommande que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés “informe les réfugiés des dangers du retour en l'absence de tout changement au régime au pouvoir en Syrie.” [http://sn4hr.org/wp-content/pdf/english/The Syrian regime continues to pose a severe barbaric threat and Syrian refugees should never return to Syria en.pdf](http://sn4hr.org/wp-content/pdf/english/The_Syrian_regime_continues_to_pose_a_severe_barbaric_threat_and_Syrian_refugees_should_never_return_to_Syria_en.pdf)

* Dans un long essai sur les disparus, le Centre international pour la justice transitionnelle a écrit : “L'ampleur des défis à venir est intimidante pour toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements, qui assument la responsabilité première de la surveillance, de l'enquête, et la poursuite des violations des droits de l'homme dans leurs juridictions. Les gouvernements ont également la tâche d'élaborer des programmes pour aider les familles à aller de l'avant avec leur vie, et de supprimer la corruption systémique et les dysfonctionnements de la sécurité, de la prison, de la police, de la justice et d'autres branches d'État pertinentes. Pendant ce temps, des projets d'archivage et d'histoire orale, comme les Archives d'histoire orale syrienne, un recueil de témoignages à la première personne de femmes, aident les victimes à poursuivre la vérité et leur droit de savoir.” <https://www.ictj.org/news/name-loved-ones-justice-missing-and-disappeared>

Le Réseau syrien pour les droits de l'homme a publié un rapport : “Les types les plus notables d'armes utilisées par l'Alliance russo-syrienne sur les zones peuplées du nord-ouest de la Syrie : armes à sous-munitions, bombes à canon, armes incendiaires, missiles à clous, armes chimiques.” Il a déclaré que la région “a été le théâtre d'essais et d'utilisations de divers types d'armes”, que la Russie utilisait la région “comme un laboratoire plutôt que dans des zones vides à l'intérieur de la Russie”, et qu'il faudra à la région “des décennies pour se remettre de l'utilisation de ces armes seules”. Le rapport “se fonde sur la surveillance quotidienne continue des reportages et des développements”, des comptes de survivants, de son “réseau de sources crédibles” et des vidéos et photographies mises en ligne. Le SNHR conserve “des copies de toutes les vidéos et photographies ... dans une base de données électronique confidentielle, ainsi que des copies de sauvegarde de disque dur”. <http://sn4hr.org/blog/2019/08/19/54151/>

L'Observatoire syrien des droits de l'homme, basé au Royaume-Uni, a déclaré que les actions des forces du régime et des combattants antigouvernementaux dans le nord-ouest de la Syrie avaient tué “au moins 29 forces du régime et 31 rebelles et djihadistes”, a rapporté l'AFP. “Un pic de bombardements depuis fin avril a tué plus de 920 civils” selon l'Observatoire, avec “des frappes aériennes du régime et de la Russie” tuant 12 civils le 26 août dans les environs de Maaret al-Noman. <https://news.yahoo.com/northwest-syria-clashes-kill-51-fighters-monitor-084126110.html>

Russie/Ukraine. Après “l'annonce par la Russie d'un décret pour accélérer l'octroi de la citoyenneté à tous les résidents des régions ukrainiennes de Donetsk et Louhansk, où les séparatistes soutenus par la Russie ont combattu une guerre contre les troupes ukrainiennes”, l'Ukraine a annoncé qu'elle rédigera une loi pour simplifier la procédure d'acquisition de la citoyenneté par “les étrangers et les apatrides qui ont participé à la mise en œuvre des mesures de sécurité et de défense nationales et les citoyens de la Fédération de Russie qui ont été persécutés pour des raisons politiques,” a signalé RFE/RL. <https://www.rferl.org/a/zelenskiy-decree-ukraine-citizenship/30107683.html>

Arabie Saoudite/Royaume-Uni/Yémen. Le *Global Legal Action Network* et le cabinet d'avocats britannique Bindmans ont soumis un rapport de 288 pages au secrétaire au Commerce international du Royaume-Uni "alléguant que la coalition dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen a dissimulé des preuves de ses frappes aériennes illégales sur des cibles civiles", a rapporté le *Guardian*. Le groupe yéménite de défense des droits de l'homme Mwatana "a examiné plus de 400 incidents à la bombe", en utilisant "des entretiens de témoins et des preuves photographiques prises lors de visites sur le site des attaques". En juin, la Cour d'appel du Royaume-Uni a ordonné au gouvernement de "reconsidérer toutes les licences existantes du gouvernement britannique pour exporter des armes vers l'Arabie Saoudite pour les utiliser au Yémen". <https://www.theguardian.com/world/2019/aug/15/report-documenting-saudi-cover-up-of-unlawful-airstrikes-in-yemen-submitted-to-uk>

Human Rights Watch "a appelé à une enquête de l'ONU car il a dit qu'au moins 47 pêcheurs yéménites, dont sept enfants, ont été tués dans cinq attaques menées par la coalition [dirigée par l'Arabie saoudite] en 2018", a rapporté *Al Jazeera*. HRW a également déclaré que "plus de 100 pêcheurs yéménites sont détenus en Arabie saoudite, dont certains ont été torturés en détention". Il a fondé ses affirmations sur des entretiens avec "des survivants, des témoins et des sources bien informées sur sept attaques de bateaux de pêche: six en 2018 et une en 2016". <https://www.aljazeera.com/news/2019/08/saudi-uae-led-coalition-killed-47-yemen-fishermen-2018-hrw-190821140949177.html>; pour le rapport voir <https://www.hrw.org/news/2019/08/21/yemen-coalition-warships-attack-fishing-boats>

Nouvelles nationales.

Argentine. L'Institut national de la statistique a déclaré que le pourcentage d'enfants vivant en dessous du seuil de pauvreté est maintenant de 49,6%, "une augmentation de plus de 11% en un an", a rapporté teleSUR. https://www.telesurenglish.net/news/Child-Poverty-in-Argentina-at-Nearly-50-20190807-0003.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=9

Australie. La Commission australienne de la concurrence et de la consommation a poursuivi la "plate-forme de réservation de soins de santé en ligne HealthEngine . . au sujet de la manipulation présumée des avis et des évaluations des patients et la vente d'informations privées de plus de 135 000 patients à des courtiers privés d'assurance maladie", a rapporté le *Guardian*. <https://www.theguardian.com/australia-news/2019/aug/08/healthengine-sued-for-allegedly-manipulating-reviews-of-gps-and-selling-patient-details>

Bangladesh. La Haute Cour "a statué que les femmes n'ont plus besoin de déclarer si elles sont vierges sur les certificats de mariage, après une bataille juridique de cinq ans par les groupes de défense des droits des femmes qui tentent de protéger la vie privée des femmes et l'humiliation potentielle", a rapporté la Fondation Thomson Reuters. <http://news.trust.org/item/20190827055735-6xv4/>

Le Comité des Nations Unies contre la torture a publié des observations finales sur la soumission du pays "regrettant que la présentation du rapport initial du parti de l'État l'ait été avec 20 ans de retard." Il s'est dit "préoccupé par les informations reçues alléguant l'usage généralisé et routinier de la torture et des mauvais traitements [...] par les forces de l'ordre dans le but d'obtenir des aveux ou de solliciter le paiement de pots-de-vin." Le Comité a formulé des recommandations, dont bon nombre impliquent des documents, notamment : "recueillir systématiquement des données statistiques au niveau national sur la mise en œuvre de la Loi (de prévention) sur la torture et la mort en prison"; établir "une enquête et un mécanisme de traitement des plaintes" concernant le traitement par le personnel chargé de l'application de la loi; "publier une liste de tous les lieux de détention reconnus"; "commission d'une enquête indépendante sur les allégations" contre les membres du Bataillon d'Action Rapide; établir une "procédure de contrôle indépendante" pour tous les militaires et policiers proposés pour déploiement auprès des Nations Unies; "recueillir et publier des informations statistiques sur les attaques et la violence contre les minorités autochtones, ethniques et religieuses et d'autres groupes vulnérables;" "éliminer le délai de 24 heures pour obtenir un rapport médical et déposer des plaintes pour viol" et "enregistrer les plaintes pour trafic sexuel ou de traite des Rohingyas au Bangladesh". https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/SessionDetails1.aspx?SessionID=1293&Lang=en

Bosnie. “Les Nations Unies ont ordonné à la Bosnie d’indemniser une femme violée par un soldat pendant la guerre et de mettre en place un système national de réparation des crimes de guerre, après la première affaire de violence sexuelle portée devant le Comité des Nations Unies contre la torture”, a signalé la Fondation Thomson Reuters. La femme musulmane bosniaque a été violée par un soldat serbe de Bosnie en 1993; le “violeur a été condamné et devra lui verser 15 000 euros d’indemnisation, mais il n’a pu le faire parce qu’il n’avait pas l’argent. Le Comité a conclu que l’État devait payer à sa place et mettre en place un régime pour que d’autres victimes aient une indemnisation similaire et qu’elles puissent également la recevoir. Les archives du régime de rémunération devront faire l’attention d’une gestion prudente.” <http://news.trust.org/item/20190829171544-qmgt6/>

Brésil. En 1955, le Brésil a établi une Commission Spéciale composée de 7 membres sur les morts et disparitions politiques “pour retrouver les corps et identifier ceux qui sont morts ou ont disparu lors de la garde à vue pendant la dictature” (1964-1981) et “émettre des critères d’indemnisation pour les familles des victimes”, a rapporté *l’AFP*. Elle a traité 480 demandes d’identification et d’indemnisation. À la consternation de beaucoup, le président Jair Bolsonaro a nommé deux membres des forces armées à la commission, c’est-à-dire des militaires pour enquêter sur les abus de la dictature militaire. <https://www.france24.com/en/20190801-bolsonaro-appoints-military-men-investigate-dictatorship-abuses>

Cameroun. Le conflit entre le gouvernement central et la région anglophone qui a débuté à la fin de 2017 s’est poursuivi. “Depuis lors, les combats ont tué environ 1 800 personnes et déplacé plus de 500 000, selon les estimations de l’ONU”, a rapporté *Reuters*. Une “source de sécurité locale, s’exprimant sous le couvert de l’anonymat, a déclaré que les derniers combats avaient tué au moins 34 personnes et forcé des milliers de personnes à quitter leurs maisons. Une source gouvernementale locale a déclaré qu’il y avait eu des meurtres tous les jours, mais il n’était pas sûr du nombre de morts. Il a également indiqué que des milliers de personnes avaient été déplacées. Les deux sources ont déclaré qu’il n’était pas possible de donner un chiffre plus précis.” L’UNICEF a indiqué qu’en “juin 2019, au moins la moitié des écoles des régions touchées étaient fermées en raison d’attaques ou de la menace de violence, privant plus de 600 000 enfants d’une éducation.” <http://news.trust.org/item/20190827153224-nzww6/>

“Les autorités camerounaises ont détenu plus de 100 détenus au secret et torturé un grand nombre d’entre eux dans un centre de détention à Yaoundé, la capitale du Cameroun, du 23 juillet au 4 août 2019”, a rapporté *Human Rights Watch*. “Dans un communiqué daté du 2 août, le ministre de la Communication René Emmanuel Sadi a confirmé que 224 prisonniers avaient été transférés de la prison centrale aux unités de police et de gendarmerie de Yaoundé pour être interrogés, mais il n’a pas précisé les lieux précis.” HRW a interrogé 14 détenus, familles et avocats, et examiné des vidéos et des photos de l’incendie du 22 juillet lors d’une émeute à la prison centrale. <https://www.hrw.org/news/2019/08/20/cameroon-detainees-tortured>

Canada. La Cour fédérale du Canada a approuvé le règlement d’un recours collectif contre le gouvernement afin d’indemniser des milliers d’enfants des Premières nations, des enfants Métis et Inuits qui fréquentaient des écoles de jour indiennes gérées par le gouvernement fédéral”, a rapporté *CBC News*. “Les écoles étaient exploitées séparément des pensionnats indiens, de sorte que les élèves n’étaient pas inclus dans l’Accord de règlement des pensionnats indiens de 2006.” L’Accord prévoit une indemnisation pour les particuliers, en fonction de la gravité de la violence subie, et un fonds de 200 millions de dollars pour des programmes de guérison de groupe. La Cour nommera un administrateur pour le programme; les demandeurs soumettront des formulaires à l’administrateur qui les examinera et effectuera des paiements. Selon l’avocat des demandeurs retenus, “il n’y aura pas de contre-interrogatoire. Ils ne seront pas mis sur la sellette et les avocats ou quelqu’un d’autre ne leur poseront pas de questions. Ils seront présumés être dignes de confiance.” <https://www.cbc.ca/news/indigenous/indian-day-school-settlement-court-approves-1.5252211>

Yukon News a rapporté que le Commissaire à l’Information et la Vie privée du Yukon a déclaré qu’en vertu de la Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée de la province, un organisme public peut refuser de confirmer ou nier même l’existence de documents si l’organisme qui reçoit la demande pourrait prouver “que révéler l’existence des documents équivaldrait à un l’atteinte déraisonnable à la vie privée d’une personne.” <https://www.yukon-news.com/news/acknowledging-the-existence-of-records-is-an-invasion-of-privacy-privacy-commissioner/>

République centrafricaine. En février, le gouvernement a signé un accord de paix avec 14 groupes armés, et selon la MINUSCA (mission de maintien de la paix de l'ONU), la violence a diminué, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. La MINUSCA a enregistré 565 cas d'abus ou de violations des droits de l'homme de janvier à juin, contre 1 674 pour la même période en 2018 et 1 097 en 2017. <https://www.reuters.com/article/us-centralafrica-violence-rights/central-african-republic-sees-sharp-decline-in-violence-idUSKCN1UY1V6>

Colombie. Dans un historique premier pas, d'anciens rebelles des FARC ont remis à l'Unité pour la recherche de personnes disparues une liste contenant “des détails sur 276 personnes”, a rapporté AP. “En plus des rebelles, les organisations de victimes fournissent également des informations sur les disparus”. Au total, des détails sur 624 cas ont été fournis. Bien qu'il s'agisse d'informations bienvenues, c'est plutôt un faible nombre de personnes qui auraient disparu au cours de plus de cinq décennies de conflit. <https://apnews.com/4d7020005a9145faa9aa6fc8629e700d>

Le “premier enregistrement ‘officiel’ d'une disparition forcée s'est produit en 1977, quand Omaira Montoya, un militant de l'Armée de libération nationale (ELN), a été capturé par la police colombienne du renseignement. Au cours des 42 dernières années, cependant, les autorités n'ont pas fourni de réponses sur ses allées et venues”, a rapporté *teleSUR*. Bien que le nombre exact de personnes portées disparues ne soit pas connu, la Commission Vérité et Unité de recherche des personnes présumées disparues estiment qu’“au moins” 120 000 personnes ont disparu pendant la longue guerre civile.” https://www.telesurenglish.net/news/Colombia-State-Does-Not-Account-for-124000-Missing-People--20190827-0006.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=10

Selon le Registre national des victimes, “alors que 8,8 millions de personnes, soit un cinquième de la population totale, ont été officiellement reconnues comme victimes de conflits, seulement 28 641 se sont manifestées pour dénoncer la violence sexuelle”, mais c'est cinq fois le nombre enregistré il y a cinq ans, lorsque les pourparlers de paix de La Havane ont eu lieu avec les FARC, a rapporté *justiceinfo.net*. “Au moins 10 des 124 rapports présentés par des organisations et des personnes à la Juridiction spéciale pour la paix [...] ont rapport à la violence sexuelle”, et une sur dix liste 2 000 épisodes. <https://www.justiceinfo.net/en/tribunals/national-tribunals/42256-sexual-violence-punching-bag-colombian-transition-part-1.html>

Après l'annonce par Ivan Marquez, le leader des FARC, dans une vidéo qu'il prendrait les armes à nouveau en protestation contre l'échec du gouvernement à tenir ses promesses dans le cadre de l'accord de paix, le président Ivan Duque a déclaré : “J'ai ordonné la création d'une unité spéciale pour la poursuite de ces criminels avec des moyens renforcés relatifs aux capacités de renseignement, d'enquête et de mobilité sur tout le territoire colombien,” a rapporté *Al Jazeera*. Considérant le mandat, la nouvelle unité devra gérer très soigneusement les archives. <https://www.aljazeera.com/news/2019/08/colombia-duque-seeks-arrest-rearmed-farc-leaders-190829200112859.html>

Équateur. Les bureaux de l'ONG *Center for Digital Autonomy* ont été vandalisés et du matériel informatique volé, a rapporté *teleSUR*. L'organisation a été fondée par le “programmeur et activiste suédois de la vie privée numérique” Ola Bini pour “construire des logiciels gratuits et ouverts pour tout le monde, afin de protéger la vie privée, la sécurité et l'anonymat”. Bini a été arrêté le 11 avril et détenu jusqu'au 20 juin pour “atteinte à l'intégrité” des systèmes informatiques. L'ONU et la Commission interaméricaine des droits de l'homme ont “dénoncé la détention du Suédois comme arbitraire” et l'avocat de Bini a déclaré que le cambriolage visait à “intimider” Bini et l'organisation. https://www.telesurenglish.net/news/Ecuador-Ola-Binis-NGO-Office-Sacked-Tech-Equipment-Stolen-20190801-0038.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=10

Salvador. L'Avocat pour la Défense des Droits de l'Homme (*Procuradora Para la Defensa de los Derechos Humanos*, PDDH) a publié un rapport sur les “preuves accablantes d'exécutions extrajudiciaires par la police civile nationale du Salvador” au cours de la période 2014-2018, a rapporté *El Salvador Perspectives*. Le PDDH “a examiné 48 cas ‘emblématiques’ d'exécutions extrajudiciaires au cours desquelles les forces de sécurité ont exécuté 116 personnes” en recueillant “des documents d'enquête sur toutes les affaires”. PDDH “a été en mesure d'identifier plusieurs tendances. Le plus souvent, ce type de meurtre s'est produit dans les zones rurales du pays. Les victimes étaient presque toutes des hommes, âgés de 15 à 24 ans, mais certaines n'avaient que 13 ou 14 ans. Plus de 60 % des cas datent de 2015-2016, alors que le taux global d'homicides dans le pays était le plus élevé au monde. Bien que les rapports de police aient affirmé que plus de 90 % des personnes tuées étaient des membres de gangs, l'enquête du

PDDH a déterminé que, dans de nombreux cas, ce n'était tout simplement pas vrai, et la victime était simplement un jeune dans une communauté marginalisée où la violence et les mauvais traitements infligés par la police étaient courantes.” <http://www.elsalvadorperspectives.com/2019/09/the-overwhelming-evidence-of-executions.html>

La police nationale a signalé 131 meurtres en août, le plus bas total mensuel depuis 2000, a rapporté *El Faro*. https://elfaro.net/es/201909/ef_foto/23605/Las-cifras-de-agosto-confirman-el-descenso-de-la-violencia-homicida-en-El-Salvador.htm

Guatemala. Après 12 ans, la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) a pris fin le 3 septembre. Dans un rapport sur l'héritage de la CICIG, le Bureau de Washington sur l'Amérique latine a écrit : “Depuis 2007, la CICIG a soutenu les enquêtes sur la corruption qui ont abouti à l'inculpation de l'ancien président et vice-président du Guatemala; à la poursuite de dizaines de fonctionnaires éminents du gouvernement . . . ; l'éviction de plus d'une douzaine de juges corrompus et de milliers de policiers; et la détention de puissants trafiquants de drogue”. *TeleSUR* a déclaré : “Le 23 août, la CICIG a remis plus d'une centaine de rapports au parquet, dans le cadre du transfert d'informations. Les documents comprennent des rapports de police, financiers, d'analyse criminelle et médico-légales.” Une copie numérique de sécurité des dossiers de la CICIG est maintenant aux Archives des Nations Unies à New York. <https://www.wola.org/analysis/cicigs-legacy-fighting-corruption-guatemala/>; <https://www.telesurenglish.net/news/Guatemala-Giammattei-to-Create-New-Anti-Corruption-Body-20190827-0020.html>

Inde. L'Inde a publié “la version finale d'une liste qui prive en fait environ 1,9 million de personnes dans l'État d'Assam (nord-est) de leur citoyenneté”, a rapporté *BBC News*. “Le Registre national des citoyens est une liste de personnes qui peuvent prouver qu'elles sont arrivées dans l'État avant le 24 mars 1971, la veille de la déclaration d'indépendance du Bangladesh par le Bangladesh voisin. Les personnes qui ne sont pas sur la liste auront 120 jours pour faire appel de leur exclusion. Jusqu'à présent, l'Inde a “ détenu des milliers de personnes soupçonnées d'être des étrangers dans des camps temporaires qui sont logés dans les prisons de l'État”. <https://www.aljazeera.com/news/2019/08/nrc-list-19-million-excluded-india-citizens-list-190831044040215.html>; <https://www.bbc.com/news/world-asia-india-49520593>

Cinq observateurs des droits de l'homme du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) ont déclaré au HCDH que le black-out des communications imposé par le gouvernement indien au Cachemire à la suite de l'annulation de l'autonomie politique de la région “est une forme de punition collective du peuple du Jammu-et-Cachemire, sans même un prétexte d'une infraction précipitée” et “peut-être obscurcir les exactions continues contre les civils”, a rapporté *PassBlue*. Bien qu'il n'existe pas de “rapports crédibles plus complets” en provenance du Cachemire, certaines photographies ont été “passées en contrebande du Cachemire” montrant des manifestations. Selon les experts, “les informations reçues suggèrent qu'il y a eu une augmentation des arrestations de personnalités politiques, de journalistes, de défenseurs des droits de l'homme, de manifestants et d'autres personnes”. https://www.passblue.com/2019/08/25/top-un-rights-experts-call-kashmir-blackout-collective-punishment/?utm_source=PassBlue+List&utm_campaign=c30212cc72-dear_readers_Aug2019_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_4795f55662-c30212cc72-55008469 ; pour le rapport, voir <https://ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24909&LangID=E>

À la fin du mois d'août, le *Hindu* a rapporté que “jusqu'à 36 personnes ont été blessées par des plombs dans la vallée du Cachemire depuis le 5 août”. Un “haut fonctionnaire du gouvernement” a déclaré que les “chiffres étaient fondés sur les records disponibles avec les autorités hospitalières à Srinagar.” Le gouverneur du Jammu-et-Cachemire “a admis que des fusils à plombs avaient été utilisés par le personnel de sécurité lors des manifestations dans la vallée du Cachemire, mais ils ont pris la plus grande précaution pour prévenir les blessures.” <https://theworldnews.net/in-news/36-suffered-pellet-injuries-since-august-5-official>

Un tribunal indien a acquitté six hommes pour avoir tué un producteur laitier musulman, malgré des vidéos tournées sur des téléphones portables montrant la foule le battre après avoir arrêté son camion qui avait des vaches à l'arrière, a rapporté *Reuters*. <https://af.reuters.com/article/worldNews/idAFKCN1V41K1>

“Des groupes de travail spéciaux ont été mis en place [...] pour aider à empêcher les femmes d'être dupées par les médecins en ayant des hystérectomies inutiles qui entraînent la servitude de la dette et asservissent les familles, a déclaré le ministère de la Santé du pays,” selon *Thomson Reuters Foundation*. Six groupes de travail doivent “élaborer une stratégie ... pour tenir un registre national des cas d'hystérectomie” et

aussi pour “élaborer une liste de traitements alternatifs pour de nombreuses plaintes de santé endurées par les femmes indiennes.” <http://news.trust.org/item/20190802055817-0bXk9/>

Irlande. La Commission irlandaise de protection des données “a ordonné au pays de supprimer 3,2 millions de données personnelles après avoir jugé que son système national de carte d'identité était ‘illégal du point de vue du traitement des données’,” a rapporté *The Register*. https://www.theregister.co.uk/2019/08/16/ireland_id_card_scheme_halted_dpc_3_2m_records/

Le Parlement envisage un projet de loi sur la conservation des documents “afin de prévoir la conservation de certains records de la Commission chargée d'enquêter sur la violence faite aux enfants, de la Commission de recours des établissements résidentiels et du Comité d'examen des recours des établissements résidentiels; à cette fin, de les juger comme des records du ministère de l'Éducation et des Compétences et de les transférer aux Archives nationales”. *L'Irish Examiner* a rapporté qu'en avril 2018, le ministre de l'Éducation a écrit au Conseil consultatif des Archives nationales (CCNE), demandant son avis sur le projet de loi, mais étant d'avis que “l'anonymat des records et la communication avec les survivants d'abus institutionnels au lieu de les clôturer 75 ans impliqueraient des “ dépenses considérables” et des “difficultés pratiques importantes”. En août 2019, le président de la NAAC a finalement répondu, écrivant que “le Conseil estimait qu'il fallait envisager d'opter pour une période de 100 ans, car cela est généralement considéré comme un écart de deux générations” et a souligné qu'il y avait “un très fort intérêt public” à ne pas détruire les records car ils ont une valeur historique. <https://www.irishexaminer.com/breakingnews/ireland/anonymising-abuse-records-expensive-archives-council-told-945683.html>

Japon. *Kyoto News* a demandé les records de 137 affaires civiles constitutionnelles “marquantes”, pour constater que, bien que tous les jugements aient été conservés, “les documents pertinents aux procédures judiciaires avaient été rejetés dans 118 cas, soit 86 % des affaires” et “tous les documents ont été conservés pour seulement 18 des cas” et “un seul avait été envoyé aux Archives nationales du Japon”, a rapporté le *Japan Times*. Les affaires examinées se sont “concentrées sur des questions telles que la nationalité, la liberté d'expression, la séparation de l'Église et de l'État, l'expropriation des terres pour la défense nationale, et la constitutionnalité des Forces d'autodéfense.” <https://www.japantimes.co.jp/news/2019/08/05/national/crime-legal/courtroom-records-landmark-postwar-civil-cases-binned-across-japan/#.XVMx6xgXAdU> <https://www.japantimes.co.jp/news/2019/08/05/national/crime-legal/courtroom-records-landmark-postwar-civil-cases-binned-across-japan/#.XVMx6xgXAdU>

Mali. Les milices peules et dogons ont signé un accord de paix, dans lequel elles s'engagent à “exposer et dénoncer les terroristes aux autorités et, si nécessaire, à les combattre”, ont rapporté l'*AFP* et *France 24*. (Un mouvement djihadiste est actif dans le pays.) “Le nombre de personnes déplacées, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), est passé de 18 000 à 70 000 entre mai 2018 et mai 2019”, mais certaines personnes retournent maintenant dans leurs villages. Étant donné que l'accord est conclu entre deux groupes armés, il n'est pas clair qui en conservera les copies officielles. https://www.tellerreport.com/news/2019-08-07---peace-agreement-between-fulani-and-dogons-in-mali--a-chance-to-neutralize-armed-groups-.rJNjq0_OQH.html

Mexique. Le chef du programme de lutte contre la traite de l'homme de la Commission nationale des droits de l'homme a déclaré : “Les autorités mexicaines ne connaissent pas la nationalité de centaines de victimes identifiées de la traite des êtres humains [...] soulevant les craintes que les migrants vulnérables à destination des États-Unis soient laissés en rade”. Entre juin 2012 et juillet 2017, les parquets d'État et fédéraux ont identifié plus de 650 victimes étrangères de la traite au Mexique, mais ne connaissaient que 57 % des nationalités. Toutefois, le gouvernement a “expulsé près de 20 000 migrants en juin, soit le chiffre mensuel le plus élevé depuis 2006, selon les statistiques gouvernementales.” <http://news.trust.org/item/20190822160639-1x0zi/>

Mozambique. Le président du Mozambique et le leader de l'opposition Renamo “ont signé un accord cadre pour mettre fin formellement à des décennies d'hostilités dans le sud du pays,” a rapporté l'*AFP*. Plus de 5 200 combattants Renamos devraient rendre leurs armes au gouvernement”. Les archives du gouvernement devraient conserver la copie officielle de l'accord de paix ; le gouvernement aura besoin d'une bonne documentation de la démobilisation et du désarmement, en particulier parce qu'il y a toujours

une insurrection djihadiste dans le nord qui a fait plus de 250 morts depuis Octobre 2017.”
<https://thedefensepost.com/2019/08/01/mozambique-renamo-peace-deal/>

Myanmar. La Mission internationale indépendante d'enquête sur le Myanmar a publié un rapport sur les intérêts commerciaux de l'armée du Myanmar et a appelé à des sanctions ciblées et à un embargo sur les armes. Le rapport de la Mission “établit en détail dans quelle mesure l'armée du Myanmar a utilisé ses propres entreprises, des entreprises étrangères et les contrats d'armement pour soutenir des opérations brutales contre les groupes ethniques, ce qui constitue des crimes graves selon le droit international, en contournant la surveillance civile et en échappant à la responsabilité. Les membres du personnel de la Mission ont utilisé les sources habituelles, mais ont notamment utilisé des “records d'entreprises, y compris par l'intermédiaire de l'enregistrement des sociétés gouvernementales du Myanmar, des bases de données open source et privées qui répertorient la propriété et/ou la haute direction de entreprises privées”. Il a déclaré : “Les informations recueillies par la Mission au cours de cette enquête ont été conservées en vue d'être partagées avec des organismes compétents et crédibles qui recherchent la responsabilité conformément aux normes et standards internationaux reconnus, y compris en ce qui concerne l'application régulière de la loi et les normes d'équité des procès.”
<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24868&LangID=E>

La Mission a publié un deuxième rapport intitulé “La violence sexuelle et sexiste au Myanmar et l'impact sexiste de ses conflits ethniques”. Parce que la Mission avait publié un rapport sur le sujet en 2018, elle “avait déjà recueilli une grande quantité d'informations primaires et secondaires sur la violence sexuelle et sexiste”, de sorte que ce rapport “s'appuyait à la fois sur des informations recueillies antérieurement et sur des informations recueillies à partir de nouvelles enquêtes.” Après avoir consolidé “tous ses documents sur l'utilisation par l'armée du Myanmar de la violence sexuelle et sexiste par le Tatmadaw, la Mission réaffirme sa conclusion selon laquelle le viol et d'autres formes de violence sexuelle et sexiste constituent des violations du droit international des droits de l'homme dans les États de Rakhine, Kachin et Shan. . . Notamment, la consolidation de ses documents par la Mission l'a amenée à conclure, selon des motifs raisonnables, que les violences sexuelles perpétrées contre des femmes et des filles Rohingyas dans l'État de Rakhine le 25 août 2017 et après, était un indicateur de l'intention génocidaire du Tatmadaw pour détruire le peuple Rohingya en totalité ou en partie. La Mission conclut également que le Gouvernement n'a pas réussi, et continue de manquer à son obligation de tenir les auteurs de violences sexuelles responsables, et que le Gouvernement assume la responsabilité continue de l'État en vertu de la Convention sur le génocide pour son échec dans l'investigation et la punition des actes de génocide”.
<https://www.reuters.com/article/us-myanmar-rohingya-un/myanmar-troops-sexual-violence-against-rohingya-shows-genocidal-intent-u-n-report-idUSKCN1VC1TT>; for the report see https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/FFM-Myanmar/sexualviolence/A_HRC_CRP_4.docx

Nigeria. Human Rights Watch a documenté “les abus des droits de l'homme commis contre les femmes et jeunes filles en grande partie nigérianes qui sont victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et de travail à l'intérieur et à l'extérieur du Nigéria” ainsi que “les expériences des femmes et des filles non nigérianes qui sont victimes de la traite au Nigéria”. HRW a interrogé 76 survivants de la traite des êtres humains et des représentants de 21 organisations non gouvernementales travaillant sur les questions de traite, ainsi que des représentants du gouvernement fédéral et de l'État et des représentants d'organismes d'assistance. Toutefois, a déclaré HRW, “il est difficile de dire combien de femmes et de filles sont victimes de la traite à partir, à l'intérieur et à l'intérieur du Nigéria, car il n'existe pas de données fiables”. L'Organisation Internationale pour les Migrations a fait état d'une augmentation de 600 % du nombre de victimes de la traite arrivant en Italie par la mer en 2017, la plupart arrivant du Nigéria. L'organisation a estimé que 80 % des femmes et des filles en provenance du Nigéria, dont le nombre est passé de 1 454 en 2014 à 11 009 en 2016, étaient des victimes potentielles de la traite.
<https://www.hrw.org/report/2019/08/27/you-pray-death/trafficking-women-and-girls-nigeria>

Paraguay. Une famille d'agriculteurs de la province de Curuguaty a poursuivi le gouvernement en 2011, lui demandant de faire respecter l'interdiction de certains pesticides utilisés par les fermes de soja dans la région, ce qui a causé la mort d'une personne et l'empoisonnement de 22 autres et contaminé l'eau, le sol et la nourriture. Des échantillons d'eau prélevés dans le puits de la maison familiale ont montré la présence de produits agrochimiques interdits. Le tribunal a conclu qu'ils avaient été lésés et a ordonné au

gouvernement d'appliquer les zones tampons pour séparer les zones de pulvérisation des établissements humains et des voies navigables. Le gouvernement n'a rien fait. La famille a ensuite fait appel au Comité des droits de l'homme de l'ONU, qui a conclu "que le Paraguay n'exerçait pas de contrôles adéquats sur les activités polluantes illégales" et a conclu "que la pulvérisation massive de produits agrochimiques toxiques dans la région pose un niveau raisonnablement prévisible qui menace la vie des victimes. Par conséquent, le Comité déclare la violation du droit à la vie et du droit à la vie privée, à la famille et au foyer. Il a exhorté le Paraguay à "entreprendre une enquête efficace et approfondie sur les fumigations avec des produits agrochimiques et l'empoisonnement subséquent des peuples, y compris les enfants, et la contamination de l'eau, du sol et de la nourriture . . . afin de poursuivre les responsables, indemniser intégralement les victimes et publier la décision dans un quotidien à grand tirage. " Le Paraguay doit rendre compte dans 180 jours des mesures prises. Un membre du Comité a déclaré : "Il s'agit d'une décision historique en faveur de la reconnaissance du lien entre les graves préjudices causés à l'environnement et la jouissance des droits civils et politiques fondamentaux."

<https://ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24890&LangID=E>

Russie. Le 14 août, le bureau moscovite de l'ONG Initiative pour la justice a été perquisitionné par le Service fédéral de sécurité et, deux jours plus tard, le ministère de l'Intérieur a perquisitionné le bureau de l'Initiative pour la justice en Ingouchie, a fait savoir Amnesty International. À Moscou, "les officiers étaient armés de mitrailleuses et, sans présenter de mandat de perquisition, ils ont commencé à examiner les armoires de l'ONG. Ils ont pris les téléphones des défenseurs des droits de l'homme pendant une heure et ont exigé l'accès aux téléphones. Les employés ont été forcés de déverrouiller les écrans et les agents ont lu leur correspondance dans des messageries instantanées. Ils ont photographié les passeports des employés et ont essayé d'ouvrir le bureau du directeur de l'organisation". Ils sont partis au bout d'une heure. "Aucun document de l'Initiative pour la justice n'a été saisi. En Ingouchie, "la police a confisqué les documents de l'organisation couvrant la période 2017-2019, y compris des contrats avec des avocats travaillant sur des affaires de la Cour européenne des droits de l'homme".

<https://www.frontlinedefenders.org/en/case/search-moscow-and-nazran-offices-justice-initiative-project>;

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/08/russia-authorities-raid-human-rights-offices-confiscate-vital-documents/>

Alla Yaroshinskaya, ancienne adjointe des peuples de l'URSS, a écrit sur les documents qu'elle a obtenus des archives du Politburo au sujet de l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl en 1986. Elle a conclu : "La tromperie autour de la catastrophe s'est avérée tout aussi vaste que la catastrophe elle-même."

<https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/nunn-lugar-russia-programs/2019-08-15/top-secret-chemobyl-nuclear-disaster-through-eyes-soviet-politburo-kgb-cia-part-one>

Arabie Saoudite. "Une série de décrets royaux publiés par la gazette officielle a stipulé qu'un passeport saoudien devrait être délivré à tout citoyen qui le demande et que toute personne de plus de 21 ans n'a pas besoin de la permission pour voyager", a rapporté *Reuters*. Les décrets "accordent aussi aux femmes pour la première fois le droit d'enregistrer la naissance de l'enfant, le mariage ou le divorce et de recevoir les documents officiels familiaux ainsi que d'être éligibles comme gardes d'enfants mineurs" et établissent que tous les citoyens ont le droit de travailler sans subir de discriminations fondées sur le sexe, le handicap ou l'âge." <http://news.trust.org/item/20190801211905-09zrh/>

Soudan. Le Conseil militaire de Transition et la coalition de l'opposition ont trouvé un accord et tenu une cérémonie formelle de signature. *Radio Tamazuj*, qui a couvert la cérémonie préliminaire, a montré les signataires saluant l'accord signé. La copie officielle signée devrait être remise aux Archives Nationales. <https://radiotamazuj.org/en/news/article/military-and-opposition-initial-constitutional-declaration>

Thaïlande. Le ministre de l'Environnement a déclaré qu'un groupe sera mis en place pour examiner les revendications territoriales contradictoires dans les parcs nationaux du pays, a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Mais il a mis en garde : "En Thaïlande, les conflits peuvent découler d'une multiplicité de cartes... Il y a des cartes militaires, des cartes départementales de terre, et des cartes de département de forêt. Il y a de légères différences entre eux, de sorte qu'il y a des revendications qui se chevauchent. Nous cherchons à concilier ces cartes et à vérifier les allégations. Mais cela prendra du temps." <http://news.trust.org/item/20190821104643-8ghv6/>

États-Unis. Les douanes fédérales et la protection des frontières, qui administrent les centres de détention pour migrants, ont déclaré qu'elles ne fourniront pas de vaccins contre la grippe aux familles de migrants

et qu'elles n'ont pas l'intention de le faire avant la prochaine saison grippale, a fait savoir *CNBC*. “En général, en raison de la nature à court terme de la détention du CBP et de la complexité des programmes de vaccination opérationnels, ni le CBP ni ses entrepreneurs médicaux n'administrent les vaccins aux personnes sous notre garde”, a déclaré une porte-parole des douanes et de la protection des frontières. Dans une lettre aux membres du Congrès exhortant à la vaccination, quatre médecins “ont déclaré que le taux de mortalité des enfants atteints de la grippe aux États-Unis est d'environ 1 sur 600 000. Jusqu'à présent, trois enfants sont morts sur les 200 000 personnes détenues dans des centres de détention le long de la frontière [entre les États-Unis et le Mexique].” https://www.cNBC.com/2019/08/20/the-us-wont-vaccinate-migrant-children-against-the-flu-at-border-camps.html?_source=sharebar|twitter&par=sharebar

Georgetown Visitation Preparatory School est l'une des plus anciennes écoles de filles catholiques aux États-Unis. En faisant des recherches dans les archives, l'archiviste et historien de l'école a trouvé des archives de la première moitié du XIXe siècle montrant que les religieuses catholiques “possédaient au moins 107 esclaves, femmes et enfants” et qu'elles “avaient vendu des dizaines de ces personnes pour payer leurs dettes et aider à financer l'agrandissement de leur école et la construction d'une nouvelle chapelle”, rapporte le *New York Times*. L'école a numérisé ses dossiers liés à l'esclavage et les rend publics. <https://www.nytimes.com/2019/08/02/opinion/sunday/nuns-slavery.html>

Venezuela. La Coalition non gouvernementale pour les droits de l'homme et la démocratie “a documenté 250 cas de torture commis par les forces de sécurité vénézuéliennes contre des officiers militaires, leurs proches et des militants de l'opposition depuis 2017”, a rapporté le *New York Times*. Un officier, Rafael Acosta, est mort en détention après avoir subi “un traumatisme de force brutale et l'électrocution, selon des fuites de son rapport d'autopsie, et le gouvernement admet qu'une force excessive a été utilisée contre lui.” La Coalition estime qu'il y a 217 officiers en prison, dont 12 généraux. www.nytimes.com/2019/08/13/world/americas/venezuela-military-maduro.html

Zambie. Human Rights Watch a écrit : “Le fait d'être à l'extérieur est un risque pour la santé de certains enfants zambiens” s'ils vivent dans des townships contaminés au plomb, près d'anciennes mines de plomb. “Les études estiment que la moitié des enfants de ces régions ont des taux élevés de plomb dans le sang qui justifient un traitement médical”. Le gouvernement n'a “aucune base de données sur la santé pour suivre les cas d'hospitalisation ou de décès liés au plomb” ; HRW exhorte le gouvernement à suivre l'empoisonnement au plomb, y compris l'hospitalisation et la mortalité liées au plomb. <https://www.hrw.org/report/2019/08/23/we-have-be-worried/impact-lead-contamination-childrens-rights-kabwe-zambia>

Conférences, publications.

La revue *KULA: Knowledge Creation, Dissemination, and Preservation Studies* (Université de Victoria, Canada) prévoit publier un numéro spécial sur les connaissances autochtones et des appels à propositions d'ici le 30 novembre. kulajournal@uvic.ca

"Ma conférence de données: reconstruire le future – pour une économie des données centrée sur l'homme." aura lieu du 25 au 27 septembre à Helsinki, Finlande. Pour plus d'informations, voir <https://mydata2019.org/>

Lectures recommandées :

Lignes directrices de Dakar sur la création de tribunaux hybrides : <https://justiceinconflict.org/2019/07/30/launched-the-dakar-guidelines-on-the-establishment-of-hybrid-courts/>

Débat sur la nécessité d'un tribunal international pour les crimes de l'État islamique: <https://www.justiceinfo.net/en/tribunals/mixed-tribunals/42224-do-we-need-an-international-tribunal-for-islamic-state.html>

Discutant du livre "Speech Police: The Global Struggle to Govern the Internet": https://www.carnegiecouncil.org/studio/multimedia/20190606-speech-police-global-struggle-govern-internet-david-kaye?utm_source=PassBlue+List&utm_campaign=d3ac6c172a-PassBlue_Fordham_Nov18&utm_medium=email&utm_term=0_4795f55662-d3ac6c172a-55008469

Utilisation de la technologie blockchain dans la coopération juridique transfrontalière : https://www.abdn.ac.uk/law/blog/use-of-blockchain-technology-in-crossborder-legal-cooperation-under-the-conventions-of-the-hague-conference-on-private-international-law-hcch/?requested_path=use-of-blockchain-technology-in-crossborder-legal-cooperation-under-the-conventions-of-the-hague-conference-on-private-international-law-hcch/

Restaurer des films en Afghanistan : <https://www.washingtonpost.com/world/2019/08/27/taliban-tried-wipe-out-afghanistans-film-industry-this-is-what-survived/?noredirect=on>

Le projet de Salvador Allende de créer un “système nerveux pour l'économie chilienne” électronique : https://www.americasquarterly.org/content/longview-cyber-socialism-chile?utm_source=AQ%27s+Week+in+Review&utm_campaign=72a25b80de-EMAIL_CAMPAIGN_2019_02_15_01_52_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_6a33e16b5d-72a25b80de-26124681

La Société des Archivistes Américains a publié *Documenting in Times of Crisis: A Resource Kit*. <https://www2.archivists.org/advocacy/documenting-in-times-of-crisis-a-resource-kit>

Merci de partager ! trudy@trudypeterson.com

Le Groupe de travail sur les droits de l'homme est reconnaissant au magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* pour sa gestion de la distribution des Nouvelles du HRWG. Pour vous abonner aux *Nouvelles*, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Ce bulletin est publié sous une licence Creative Commons. N'hésitez pas à le faire circuler davantage et à le réutiliser à des fins non commerciales.

(Traduction française : Rémi Dubuisson)